

LES RENCONTRES DE LA GAUCHE

Discours de Carole DELGA

Seul le prononcé fait foi

Mes cher(e)s ami(e)s,

INTRODUCTION

Cette cinquième édition des Rencontres de la gauche de Bram se déroule dans un climat politique, à bien des égards inédit, qui demande et va nous demander sang-froid, courage et volontarisme politique.

Notre regard, lucide, sur l'état de la France doit en effet se conjuguer avec notre inquiétude, forte, sur l'état du monde. Les deux sont liés, plus que jamais, confirmant ainsi le propos visionnaire de Jaurès : « *un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène* ».

Nous sommes en effet les témoins d'une offensive sans précédent, tant par ses formes que par son intensité, contre les idées de progrès et de démocratie.

De chacun de nos écrans proviennent chaque jour de nouvelles attaques, toujours plus directes, tantôt venant de l'ouest, tantôt venant de l'est du globe. Elles sont politiques, économiques, numériques, militaires.

Des droits de douane américains aux drones russes en passant par le dumping social chinois ... aucun pays de la planète n'est aujourd'hui à l'abri de cette offensive brutale qui met à mal l'équilibre du monde.

Plusieurs visages, plusieurs discours, mais une même idéologie : celle du plus fort. Une même volonté : déstabiliser. Une même ambition : instaurer un nouvel ordre mondial par la force. La preuve par le récent mépris de l'ONU par ses puissances qui tentent, soit par leur veto, soit en la privant de ressources financières, de la faire taire.

La principale cible de cette offensive sans précédent est l'Europe. Pourquoi ?

Par son histoire, sa culture démocratique et sa liberté d'expression, ses États Providence, son combat inlassable pour les droits de l'homme, la liberté et des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, sa volonté de lutter en actes contre

le réchauffement climatique, mais aussi son économie où les droits des salariés sont reconnus, l'Europe constitue un contre-modèle à cet illibéralisme sauvage. C'est ce que nous racontaient Erik Orsenna et Alain Bauer dans leur conversation tout à l'heure.

C'est bien en raison de ses valeurs que l'Europe les gêne, qu'ils veulent l'écarter de la marche du monde et pire, la briser de l'intérieur, car elle constitue, pour l'internationale du désordre, un frein majeur à son expansionnisme idéologique et économique.

Pour parvenir à leurs fins, Trump, Poutine, Xi Jinping et consorts ont des alliés dans la place. Le Pen et Bardella en France, Orban en Hongrie, Melonie en Italie – j'ai entrepris avec Enrico Letta un travail d'analyse sur la situation économique italienne que nous livrerons dans les prochains mois - l'AFD en Allemagne, Farage au Royaume-Uni, Vox en Espagne... Une coalition d'extrême droite qui fredonne à l'oreille des peuples européens une mélodie doucement patriotique mais dont les paroles sont écrites à Washington et Moscou, leurs mentors et leurs donateurs.

C'est pourquoi ils veulent laisser tomber le peuple ukrainien. C'est pourquoi ils se précipitent, comme le maire RN de Perpignan, au fin fond de l'Arizona, pour rendre hommage au télé-évangéliste fasciste Charlie Kirk. C'est pourquoi ils luttent chaque jour contre le Pacte Vert qui protège nos populations, contre le projet de défense européenne, contre la monnaie unique qui garantit notre indépendance économique.

L'extrême droite est bien le nouveau parti de l'étranger. Non de celui qui risque sa vie pour traverser la Méditerranée pour fuir la guerre ou la misère, - je salue l'action humanitaire de SOS Méditerranée aujourd'hui présent à Bram -, mais de celui qui veut tenir l'Europe en laisse, pour régner en maître sur le monde.

Voilà pourquoi nous nous battons et nous devons nous battre encore et toujours pour réveiller l'Europe, qui je le rappelle est l'engagement de la campagne que nous, le Parti Socialiste, avons mené avec Raphaël G. en 2024.

Voilà pourquoi nous devons bâtir une Europe plus puissante à la souveraineté avérée en matière industrielle, énergétique, alimentaire, militaire.

Une Europe dont la voix doit être plus et mieux entendue dans le monde.

Une Europe digne et éclairée, refusant de voir Gaza transformer en riviéra et vidée de ses habitants, et promouvant au contraire une solution à deux États, une Palestine enfin reconnue et libérée du joug des terroristes du Hamas, un État d'Israël en sécurité et débarrassé des ultras et de Netanyahu. Comme nous l'ont rappelé conjointement Eli Barnavi et Elias Sanbar.

Une Europe offensive et confiante dans un modèle de développement juste et durable, assurant paix et prospérité sur l'ensemble du globe.

Face au populisme et au désordre, l'Europe doit être plus que jamais la voix de la raison et de l'équilibre.

I/ POUR CELA, IL FAUDRA UNE FRANCE PLUS FORTE.

Huit années de macronisme l'ont affaiblie. Le macronisme aura été une illusion, celle d'un pseudo « en même temps » masquant en fait l'absence de cap, celle du pseudo-ruissellement qui n'aura profité qu'à quelques-uns.

Le bilan est là : S'il a été dévastateur sur le plan social et l'endettement du pays, il l'a été surtout sur le plan démocratique : le refus de dialoguer avec les forces vives du pays, notamment les syndicats, le refus de prendre en compte les cahiers de doléances suite aux Gilets Jaunes, le refus d'entériner les propositions de la Convention citoyenne sur le climat mais aussi le refus de co-construire avec les élus locaux, le refus de prendre acte du vote des Français lors des législatives de 2024...

Le macronisme n'est pas une idéologie pérenne, c'est un homme seul, déconnecté de la réalité du pays. Souvenons-nous qu'Emmanuel Macron parlait de « révolution » en 2016... Ce fut au contraire la restauration de l'ordre ancien, celui des puissants contre le reste de la société.

Mais un fait majeur est survenu ces derniers mois. Un fait majeur qui peut tout changer : l'irruption des Français dans le débat politique qui a rendu incontournable, en à peine quelques semaines, la question, fondamentale, de la justice sociale.

Un mouvement, puissant, protéiforme dans sa mobilisation et son expression, qui ne laisse aucune échappatoire à toutes les forces politiques, sommées de répondre à cette revendication, légitime, émanant de l'ensemble de la société.

Preuve de la force de ce mouvement, qui s'est donné rendez-vous à nouveau le 2 octobre à l'appel de l'intersyndicale, il a eu raison, déjà, d'un Premier ministre et de son plan d'austérité, brutal et injuste. Il oblige le pouvoir, droit dans ses bottes depuis 2017, à évoquer de lui-même désormais la nécessaire « rupture » avec les politiques menées jusqu'ici. Et, allons plus loin, il bouscule de fait le schéma mortifère qui paraissait solidement établi, celui du duel/duo perpétuel entre le « en même temps » macroniste et l'extrême droite, confirmant la possibilité d'une alternative progressiste et positive.

Mesurons ensemble le chemin parcouru, même s'il reste encore beaucoup de route à faire !

Voilà quatre ans, je lançais avec vous, citoyens, militants, responsables économiques, syndicaux, associatifs, élus, experts, ces Rencontres de Bram avec un objectif : briser le mur du silence politique qui entourait alors toute alternative de cette gauche républicaine de l'espoir et de la responsabilité que nous incarnons fièrement ici, en partant d'un idéal et du réel.

Un idéal de justice, de progrès et de fraternité pour changer en actes un réel d'inquiétudes, de peur, de découragement.

On nous disait une minorité. On nous expliquait qu'il n'y avait pas d'autre voie que la radicalité, le bruit et la fureur.

On nous martelait qu'il fallait taire notre identité même de social-démocrate, la jeter aux oubliettes de l'Histoire, car les temps n'étaient plus aux compromis, à l'écoute, à l'attention, mais à l'affrontement permanent.

Aujourd'hui, une majorité de nos concitoyens partage avec nous cette envie de dépasser le macronisme injuste, de dépasser l'autoritarisme illibéral de l'extrême droite, pour écrire ensemble un nouveau récit français, positif et progressiste.

Oh, bien sûr, il reste du chemin, beaucoup de chemin. Du travail, beaucoup de travail.

Aussi, nous devons garder notre cap. Continuer à ne baisser ni les bras, ni les yeux. A garder, chevillé au corps, les valeurs celle de cette gauche populaire et vaillante, celle qui œuvre localement au quotidien avec sincérité et courage et qui bâtit dans le même temps un projet de société, concret et durable.

Durant de très longues années, les politologues de salon ont répété que la gauche avait perdu la bataille culturelle.

Eh bien, je vous le dis, s'il y a bien une bataille que nous n'avons pas perdu, que nous n'allons pas perdre, c'est la bataille sociale, cette bataille qui est le cœur de notre ADN, le cœur même de notre histoire et de nos valeurs, le cœur même de cette République en commun qui a vocation à servir cette aspiration majoritaire.

C'est un fait, plus qu'un constat : les Français veulent le changement, pour eux, pour leurs enfants, pour le pays. Ils veulent l'apaisement du débat public, le respect et l'écoute. Ils veulent se rassembler autour d'objectifs clairs et partagés pour une meilleure vie.

Eh bien, c'est à nous, désormais, de leur proposer, avec humilité et responsabilité, un projet crédible et positif, pour redresser le pays.

II/ CE PROJET DOIT PORTER UNE IDEE FORCE : CONCILIER POUR RECONCILIER

C'est ma conviction profonde.

La société de l'affrontement, celle du plus fort, du plus cynique, constitue un danger mortel pour notre démocratie car elle instille de la violence dans tous les rapports sociaux. Cette violence du quotidien, politique, économique, sociale, sociétale, est un véritable marche pied pour les populistes.

Concilier pour réconcilier, c'est garantir au contraire le respect à chacune et chacun. C'est garantir une parole entendue, une place dans la République. Concilier, ce n'est pas reculer, bien au contraire. C'est remettre la recherche du bien commun, et donc la politique, au cœur même de notre promesse républicaine.

Concilier, c'est aussi arbitrer. Car, comme le disait Mendès France, « gouverner c'est choisir » et non laisser le marché dicter sa loi en attendant un ruissellement magique qui n'arrivera jamais.

Les tables rondes auxquelles vous avez assisté toute la matinée le démontrent, et je remercie sincèrement tous les intervenants de la journée : d'autres choix sont bien possibles. Des choix politiques qui sont, dans le moment que nous traversons, de vrais choix de civilisation qui engagent l'avenir du pays et notre destin collectif.

Deux exemples concrets :

A/ La violence du débat idéologique autour de la taxe Zuchman le démontre :

La justice fiscale reste un combat majeur dans ce pays car il renvoie à la conception même de ce quoi d'être notre société.

Soit une société du laisser-faire où il serait normal, voire naturel, que le patrimoine des plus riches augmente en 30 ans de plus de 1300% pendant que le pouvoir de vivre du plus grand nombre gagne seulement 13% !

Soit une société, mature et responsable, où chacun doit contribuer à hauteur de ses revenus, en conciliant et garantissant un juste équilibre entre création et partage des richesses, entre solidarité et compétitivité.

Oui, ce débat n'est pas que fiscal. Derrière la guerre des pourcentages, se cache bien un autre affrontement que l'on voit déjà poindre ici ou là : celui contre notre modèle social et donc contre la République. Contre la sécurité sociale, contre notre système de retraite, contre les services publics, et demain, sans doute, contre l'école publique gratuite, contre l'enseignement supérieur ouvert au plus grand nombre...

Non, il ne s'agit pas de taxer les plus riches pour taxer les plus riches, comme on nous le serine à longueur d'antenne : il s'agit d'affirmer que notre promesse républicaine ne survivra pas longtemps aux injustices toujours plus flagrantes, aux inégalités toujours grandes et qu'aucun mur, pas même celui de l'argent, ne garantira demain la concorde dans le pays.

B/ Choix de société, également, concernant la France de la production.

Oui, je le crois, nous pouvons concilier économie et écologie. Là aussi, cessons les caricatures, pour reprendre le chemin de l'intérêt général !

Concilier aussi cohésion sociale et lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques comme on l'a encore vu cet été ici dans l'Aude, - et je tiens à saluer tous ceux, pompiers en tête, qui ont lutté contre le feu et ont apporté de la solidarité aux sinistrés - : oui, je l'affirme haut et fort, c'est possible !

Il ne s'agit pas de faire « moins », mais de faire « mieux ». Concilier économie et écologie, c'est travailler à garantir la prospérité du pays en investissant massivement dans une économie décarbonnée, créatrice de valeurs et d'emplois et de bénéfices pour les citoyens. Nous le prouvons ici en Occitanie, avec l'éolien en mer flottant, filière industrielle en plein essor, qui bénéficiera dès 2026 à 125.000 personnes. Nous le prouvons en vendant chaque année 14 millions de billets de TER à 1 euro ! Et je propose d'expérimenter la gratuité d'usage sur les trains nationaux (hors LGV). Plus tu voyages en train, moins tu paies (jusqu'à la gratuité). C'est bon pour le pouvoir d'achat et le climat. C'est un grand succès populaire en Occitanie.

Concilier économie et écologie, c'est créer un effet levier pour un nouveau souffle économique et une nouvelle dynamique sociale dont le pays a besoin. Mobilités, habitat, agriculture... Regardons avec sérieux toutes les potentialités ouvertes par cette production durable, ces gisements d'emplois qualifiés, ce besoin de formation initiale et de reconversion professionnelle, cette nécessité de réindustrialiser nos territoires.

Economie, social et écologie vont bien de pair. A condition d'avoir un vrai cap et une méthode. Concilier, ce n'est pas contraindre, c'est au contraire chercher les chemins du dialogue et de l'action partagée. C'est dans ce cas précis, pour moi, une nouvelle façon d'associer le secteur public et le secteur privé, la capacité de fédérer et rassembler l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et élus de proximité.

Oui, concilier de nouveau création de richesses et solidarité, concilier enfin économie et écologie sont des choix d'avenir. Des choix qui permettront également de rétablir nos comptes publics pour en finir avec le vertige de cette dette qui menace l'indépendance même du pays.

Des choix porteurs d'espoir, ce mot qu'on entend plus dans le débat politique français.

III/ LE ROLE DE LA GAUCHE EST D'ECRIRE AUJOURD'HUI CE NOUVEAU RECIT D'ESPOIR AVEC LES FRANÇAIS

Ce travail autour du projet a déjà débuté. Nous l'écrivons, nous le faisons vivre dans nos villages, nos villes, nos départements, nos régions depuis de nombreuses années avec des politiques efficaces. La gauche qui dit « oui » est au travail au quotidien pour des dizaines de millions de Français.

Les prochaines élections municipales de mars prochain sont l'occasion de montrer aux Français la pertinence de nos choix.

Oui, la France de demain s'invente aussi et surtout au niveau local.

La gauche de l'action et de la responsabilité réinvente la mobilité comme à Montpellier. Elle redonne une place centrale à l'éducation comme à Marseille avec le Plan Ecole. Elle pratique une écologie populaire et de proximité comme à Poitiers (EELV) ou à Millau. Elle investit dans l'habitat durable et la rénovation thermique des logements comme à Paris ou à Dijon. Elle garantit des services publics de qualité comme à Saint Nazaire ou à Mitry Mory (PCF). Elle fait vivre la participation citoyenne comme à la Réole (PP) ou à Frontignan. Elle fait le choix d'une alimentation saine pour tous et les circuits courts comme à Périgueux (PS). Elle soutient le secteur associatif, la culture et le sport comme à Colomiers ou à Limoux...

Ce volontarisme du quotidien est un socle. Si l'addition de politiques locales ne fait pas un projet de société, elle démontre néanmoins que le changement, avec et pour la population, est possible. Elle démontre notre capacité à réfléchir, et surtout à agir, alors que dans le même temps, au niveau national, les doutes restent forts quant à notre capacité à gouverner le pays.

Voilà pourquoi j'appelle à changer de méthode. Sortons de la guerre des égos, des chapelles et des appareils pour revenir à l'essentiel : le projet.

La véritable primaire, si primaire il y a, c'est la primaire autour du projet et sa co-construction avec les Français.

Sortons du piège du présidentielisme qui nous étouffe pour offrir une nouvelle respiration démocratique à ce pays qui en a tant besoin. Sortons des niches électorales dans lesquelles on nous enferme et dans lesquelles parfois nous nous complaisons, pour tendre la main à l'ensemble des Français.

La gauche n'est pas un clan ou un camp. A chaque fois qu'elle a gagnée, souvenons-nous, la gauche était le visage et la voix de la France, de toute la France.

Dans le moment que traverse le pays, j'ai la conviction, depuis longtemps, que la gauche doit être la voix de l'apaisement et de l'ambition.

Celles-ci doivent s'incarner selon moi dans un nouveau contrat social et démocratique : à la société de l'affrontement permanent, nous devons opposer une société de l'attention et du respect permanents. Une société qui protège et qui donne une chance à chacun, quel que soit son origine et son lieu de vie.

Quatre axes de ce nouveau contrat social sont pour moi à travailler dès maintenant car ils concernent directement la vie et le quotidien de tous les Français :

- **De la crèche à l'EPHAD, la non marchandisation de la vie.**

On ne peut plus laisser des actionnaires appâtés par le profit immédiat décider de l'avenir de nos enfants et du destin de nos aînés dépendants, et surtout toujours plus pénaliser lourdement les familles qui en ont la charge financière. Les scandales à répétition le montrent : la dignité n'a pas de prix. Je propose, avec Benoît Hamon, qui avait fait cette proposition l'an dernier à Bram, de décider que les services aux personnes vulnérables soient confiés au secteur de l'économie solidaire.

- **Redonner une vraie priorité à l'éducation pour former les citoyens de demain.**

L'école de la République ne remplit plus sa mission d'émancipation et d'épanouissement. Elle trie, conforte les hiérarchies et reproduit les inégalités sociales. L'école doit redevenir une excellence française en traitant trois principales urgences : l'urgence des moyens, l'urgence de l'attractivité du métier d'enseignant et l'urgence de l'autorité et du cadre. Cela passe notamment par améliorer les conditions d'apprentissages et d'études pour tous, par mieux accompagner les formations, les carrières et les passerelles professionnelles pour les enseignants, ou encore par adapter le temps scolaire aux rythmes biologiques des enfants et des adolescents (journées moins longues et étalées sur 4,5 jours, révision du rythme des vacances scolaires).

- **Une santé publique de qualité et de proximité.**

Nous étions classés parmi les trois meilleurs systèmes de santé au monde en 2000 : nous occupons aujourd'hui la 23e place. Économiser sur les soins, c'est renoncer à soigner et à se soigner. Cette cruelle réalité, les Français la vivent quotidiennement : rendez-vous impossibles à obtenir, urgences saturées, spécialistes inaccessibles. Nous devons décréter la lutte contre les déserts médicaux comme grande cause nationale, encadrer et réglementer l'installation des médecins, comme le propose Guillaume Garrot et les députés associés à ce travail législatif, et soutenir financièrement les collectivités territoriales qui aident à l'installation de professionnels de santé dans les déserts médicaux, comme c'est le cas ici en Occitanie avec 110 contrats salariés signés depuis 2022.

- **Garantir la sécurité et tranquillité publique.**

Nos concitoyens subissent différentes sortes d'insécurités, il ne faut n'en négliger aucune, n'en accepter aucune. Du harcèlement scolaire aux narcotrafics en passant par les violences sexistes, sexuelles ou/et intrafamiliales, les insécurités qui frappent notre société touchent tous les âges, tous les milieux et tous les territoires. C'est pourquoi la réponse doit être globale - pour qu'elle soit efficace - et proportionnée - pour qu'elle soit républicaine.

Il faut finaliser la répartition entre police et gendarmerie sur le territoire national avec plus de clarté et de visibilité : police dans les territoires urbains et gendarmerie dans les zones rurales.

Je propose également d'organiser la riposte à la criminalité organisée - en s'inspirant de la lutte antiterroriste -, notamment le narcotrafic avec un Parquet unique et un renforcement des compétences de la police judiciaire. Les habitants des quartiers populaires, dans les métropoles comme dans les villes moyennes, ne doivent plus vivre avec la peur.

Ce nouveau contrat social, qui part de la base, doit être opérant au plus près de chaque Français. Voilà pourquoi il doit s'accompagner d'une nouvelle organisation de l'État, centré sur le régalien, et d'une nouvelle décentralisation,

avec de véritables moyens donnés aux collectivités locales afin de garantir proximité et efficacité. J'y œuvre à la tête de Régions de France.

CONCLUSION

Face à l'état du monde et du pays, nous sommes dans un moment de vérité, et donc d'affirmation. Nous devons de nouveau dire ce que nous sommes et ce que nous voulons.

J'aime cette phrase de Clémenceau : « quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ». C'est ce qu'attendent les gens de la politique : du sens, de l'action, du concret.

S'affirmer, pour la gauche, c'est être de nouveau elle-même. Et donc abandonner le chemin de l'entre-soi, pour reprendre celui de la rencontre avec les Français. En finir avec les petites stratégies à court terme pour embrasser de nouveau la grande histoire qui s'écrit devant nous.

Oui, soyons tout simplement nous-mêmes.

Qu'est-ce que la gauche, sinon la volonté inébranlable de changer la vie des gens, de travailler à une société plus juste, plus durable ? Notre histoire, celle d'une gauche plurielle, démontre que nous l'avons su le faire à plusieurs reprises avec des réformes marquantes dans l'Histoire du pays.

Quand on regarde la France, et aussi le monde, oui on peut se dire que les nuages noirs s'amoncellent. Mais nous savons ici, par nos discussions quotidiennes avec les Français, de l'institutrice à l'agriculteur, de l'artisan à l'aide-soignante, du fonctionnaire au patron de TPE, qu'une majorité de gens souhaite plus de justice, de fraternité, de solidarité, plus d'attention aux gens et à la planète.

Oui, nous savons, par ce contact de proximité permanent, combien nos compatriotes sont attachés à la République. Pas la République des promesses non tenues, mais à une République en action exemplaire et exigeante, garantissant droits et devoirs, une République à visage humain qui tend la main à toutes et tous. Une République de nouveau en commun comme nous le montrons ici à Bram !

Face aux dangers de l'extrême droite, face aux semeurs de chaos, face aux prédicateurs de la haine et de la division, soyons-en convaincus, soyons-en fièrement les porte-parole, : cette République en commun, qui protège et grandit, est bien une idée en devenir.

